

## La croissance élitiste

Jean-Marie Harribey

*Le Sarkophage*, n° 9, novembre 2008

Le président de l'Office français des conjonctures économiques (OFCE), Jean-Paul Fitoussi, et l'un des chercheurs de cet institut, Eloi Laurent, viennent de publier *La nouvelle écologie politique, Economie et développement humain* (Seuil, 2008). Leur projet est de critiquer l'idée que « à mesure que l'humanité s'affranchit de la misère, une nouvelle loi de Malthus semble devoir lui barrer la route » (p. 10), alors qu'est en passe d'être tenue « la promesse du développement », au vu « des centaines de millions d'individus jusque-là tenus en marge de l'aisance [qui] entrent dans l'ère du progrès » (p. 9). Ainsi, le livre développe une problématique dénonçant les illusions et les dangers d'un abandon du développement et de la croissance, car le progrès sera toujours possible, sous condition de la démocratie et de la réduction des inégalités.

J'ai pour ma part suffisamment critiqué, *sur la base du refus du productivisme*, le manque de rigueur des théoriciens de la décroissance<sup>1</sup> pour estimer nécessaire d'examiner de près la démarche de Fitoussi et Laurent, d'autant plus que celle-ci prétend fonder un paradigme alternatif tant au néolibéralisme qu'à ce qu'ils appellent un nouveau malthusianisme. L'essai de Fitoussi et Laurent soulève deux questions : quelle est la vision (on appelle cela l'épistémologie) de la science économique des auteurs et quelle est leur conception du progrès et de sa faisabilité ?

### *Quelle vision de la science économique ?*

Les auteurs nous avertissent d'emblée qu'il y a en économie deux démarches ou « paradigmes » (p. 11) : celui de la « régulation interne » du système, c'est-à-dire par le marché, cher aux libéraux, qui tiennent ce dernier pour un régulateur omniscient ; et celui de la « régulation externe » (p. 11-12) organisée par la puissance publique et sans laquelle le marché conduit au chaos. En amont de cette typologie, il est supposé que la régulation, interne ou externe, ne porte que sur un objet immuable, l'économie telle que nous la connaissons et qui n'est jamais nommée dans ce livre : le capitalisme. Les auteurs prétendent construire un nouveau paradigme dont l'objet n'est jamais identifié, comme si les rapports sociaux capitalistes avaient toujours existé et étaient promis à l'éternité. Or, cette posture n'est pas universelle : elle est celle d'une certaine synthèse beaucoup plus néo-classique que keynésienne admettant qu'on peut transposer la rationalité individuelle à l'échelle collective, bien qu'il ait été démontré le contraire.

---

<sup>1</sup> J.M. Harribey, « Les théories de la décroissance : enjeux et limites », *Cahiers français*, n° 337, mars-avril 2007, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/decroissance.pdf> ; « Toute critique radicale est-elle recyclable dans la décroissance ?, Commentaires critiques sur deux ouvrages récents de Paul Ariès, *Décroissance ou barbarie*, Villeurbanne, Ed. Golias, 2005, et Jean-Paul Besset, *Comment ne plus être progressiste sans être réactionnaire*, Paris, Fayard, 2005 », *Contretemps*, n° 18, février, p. 142-149, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/cr-aries-besset.pdf> ; « Du côté de la décroissance : questions encore non résolues, *Décroissance ou Neuvième Symphonie ?* », *Cahiers marxistes*, n° 238, octobre-novembre 2008, p. 175-195, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/cr-aries-cheynet-latouche.pdf>.

Pour se démarquer de l'idéologie libérale, et surtout de sa caricature à l'époque du néolibéralisme, tous les ouvrages antérieurs de Fitoussi sont des plaidoyers en faveur d'un interventionnisme de l'Etat aux antipodes des politiques orthodoxes menées en Europe sous la conduite d'une Banque centrale arc-boutée sur sa ligne Maginot contre l'inflation. Après ces professions de foi keynésienne, qui aurait pensé que le Keynes sociologue, philosophe, moraliste des *Perspectives économiques pour nos petits-enfants* ne trouvait pas grâce aux yeux des deux économistes de l'OFCE ? Car ce texte de Keynes datant de 1930 est une petite merveille de quinze pages, dans lequel celui qu'on a fait passer pour un forcené de la relance de la croissance dessine le futur pour notre génération : se libérer de la contrainte économique, travailler 15 heures par semaine et construire de nouvelles relations entre les humains, sous peine de « dépression nerveuse universelle ». Comment Fitoussi et Laurent exécutent-ils ce Keynes qu'ils condamnent ? En lui attribuant une idée qu'on peine à trouver chez lui : cet avenir ne peut être que « réservé à une élite » (p. 37). Ainsi le « rêve généreux » de Keynes d'une « plus grande solidarité qui autoriserait à mieux partager le niveau de production déjà atteint » serait fondé sur la « répression des désirs » (p. 37).

Fitoussi et Laurent ne s'aperçoivent pas qu'ils se contredisent à deux lignes d'intervalle. D'un côté, ils nous disent que Keynes est un élitiste, de l'autre qu'il a un rêve trop généreux. Ne retiennent-ils que le Keynes de la *Théorie générale*, théorisant la relance en pleine crise des années 1930, pour en extraire une justification de la poursuite éternelle de la croissance, ce qui aurait certainement fait hurler Keynes ?

### ***Le progrès et sa faisabilité ?***

Rejetant Ricardo, coupable de ne pas croire à la « dynamique du progrès technique » (p. 36), et Keynes, « rêveur élitiste et généreux » (sic), nos auteurs se rangent derrière le Rapport Brundtland qui, avec sa célèbre définition du développement durable, « s'est approché au plus près de la caractérisation d'une véritable solution au problème écologique » (p. 37).

Cet alignement pose au moins deux problèmes essentiels. Le premier vient du fait que Fitoussi et Laurent passent sous silence ou ignorent le clivage fondamental qui traverse la conception de la « durabilité » ou « soutenabilité » et qui empêche de considérer comme ils le font « l'économie de l'environnement » comme la seule approche possible. Car celle-ci est marquée par l'hypothèse irréaliste de substituabilité parfaite entre les facteurs de production. Cette hypothèse fonde la démarche de la « soutenabilité faible », par opposition à la « soutenabilité forte » qui considère les facteurs comme complémentaires à cause du caractère limitant d'un facteur venant à manquer. Il n'est donc pas étonnant que Fitoussi et Laurent fustigent ceux qui émettent des doutes sur la capacité du progrès technique à remplacer les ressources naturelles que l'humanité aurait épuisées. Leur foi dans le progrès technique est à la mesure de leur incompréhension des limites à l'activité matérielle humaine. Ils rendent hommage à Robert Solow pour avoir introduit dans son modèle fruste de croissance le progrès technique, mais cet ajout ne supprime pas l'hypothèse de substituabilité.

Le curieux de l'histoire est que Fitoussi et Laurent annexent à leur profit Nicholas Georgescu-Roegen et sa loi de l'entropie à l'échelle du temps humain. C'est, disent-ils, la « première flèche du temps » qui s'impose à l'homme (chapitre 2). Mais, heureusement, il en existe une seconde pour nous tirer d'affaire : « l'augmentation des connaissances » (p. 53). Et les deux sont inversement corrélées : « la décumulation des stocks de ressources épuisables ou la dénaturation tout aussi irréversible de certains fonds environnementaux d'un côté, l'accumulation des savoirs et des techniques de l'autre » (p. 14 et 54). Autrement dit, l'eau devient imbuvable mais on le sait, et ça devrait suffire à nous désaltérer, la soif de savoir et la soif tout court étant sans doute substituables. Plus sérieusement, il n'est pas dans mon propos de nier toute possibilité de substitution partielle grâce à la technique, mais l'idée d'une

substituabilité continue et infinie est un non sens : « On peut donc décider d'une croissance aussi forte que l'on veut (donc d'un prélèvement correspondant sur les stocks de ressources) à condition de disposer d'un niveau de connaissances suffisant pour assurer la pérennité du système. » (p. 54).

Fitoussi et Laurent cherchent les conditions du progrès : ce sont la démocratie et la réduction des inégalités. Fort bien. Qui ne souscrirait à ce programme ? Passons sur la débauche de calculs de corrélations entre progrès économique (au sens du revenu par tête) et libertés, progrès humain (au sens de l'indicateur du PNUD) et libertés, qui aboutissent à ce qui était prévisible : la corrélation est assez bonne mais sans qu'on ait avancé d'un pas sur le sens de la causalité ou sur la mise en évidence d'un troisième facteur expliquant simultanément les deux autres. On reste cependant abasourdi devant les déclarations péremptoires concluant ces calculs : « 1) la démocratie engendre des taux de croissance *de long terme prévisibles* » ; 2) la démocratie permet de *mieux affronter* des chocs externes ; 3) la démocratie assure *une plus grande stabilité économique à court terme* ; 4) la démocratie "offre" *des salaires plus élevés* » (p. 98, souligné par moi). Fitoussi et Laurent, chercheurs à l'OFCE, n'auraient-ils pas entendu parler de la difficulté des prévisions à trois mois pour parier sur les prévisions à long terme ? Ne savent-ils rien de la financiarisation qui a été nourrie par la baisse relative des salaires partout dans le monde, et surtout ignorent-ils la crise financière majeure que traversent les... démocraties ?

Leur raisonnement est en fait entaché d'une faille logique : la croissance, que nos auteurs ne contestent jamais, génère des inégalités et il faut commencer par réduire les inégalités pour avoir besoin « de moins de croissance » (p. 75) ! On ne sait d'ailleurs parfois ce qui l'emporte, le contresens ou la mauvaise foi : « Certains trouvent même des vertus écologiques insoupçonnées aux inégalités de développement. Car demandent-ils, si les richesses étaient mieux réparties, si tous les pays en développement accédaient à l'opulence des Occidentaux, combien de planètes seraient nécessaires pour pouvoir supporter ce surcroît d'égalité ? » (p. 10). A la confusion entre répartition et volume de production s'ajoute un nouveau tête-à-queue logique : « c'est le développement dans l'inégalité qui nourrit l'illusion que l'égalité de développement menacerait les ressources de la planète » (p. 10), tout en nous expliquant que le développement, c'est la démocratie et que celle-ci secrète des inégalités.

Fitoussi et Laurent s'abritent derrière l'autorité d'un John Rawls et celle d'un Amartya Sen pour définir la justice et le bon développement. A aucun moment le lecteur n'apprendra que le philosophe américain et l'économiste indien à qui ils se réfèrent ont été extrêmement contestés. Ainsi, la théorie de la justice de Rawls a-t-elle réussi à sortir d'une logique utilitariste ? Rien n'est moins sûr. Et toute l'axiomatique de Sen qui préside à sa définition des capacités des individus à utiliser les biens mis à leur disposition reste profondément néo-classique.

Des fondements théoriques aussi fragiles ne peuvent déboucher que sur des préconisations sans grande cohérence. Le plaidoyer en faveur de la démocratie est accompagné de fatalisme : « la formation des inégalités dans nos démocraties de marché est inévitable » (p. 70). Remarquons l'apparition de ce concept jamais défini de « démocratie de marché ». On voit bien le glissement sémantique et conceptuel progressif : on ne parle jamais de capitalisme et on passe ensuite allègrement de l'économie de marché à la société (puisqu'il est question de démocratie) de marché. Ce confusionnisme renvoie au fait que, dans cet essai qui se veut novateur, les noms de Marx et de Polanyi ne sont jamais prononcés et celui de Keynes est malmené.

Que reste-t-il alors ? Ce livre obscurcit plus les termes d'un débat complexe qu'il ne les clarifie. Malheureusement, il se positionne en miroir de certaines incohérences d'un discours sur la décroissance qui, lui, a compris les dangers du productivisme et d'une foi aveugle dans

le progrès technique pour y remédier, mais qui laisse en suspens nombre de questions, et que l'on retrouve inexplorées chez Fitoussi et Laurent : quid des rapports sociaux capitalistes qui structurent largement les finalités de l'activité économique ? quid des transitions à opérer pour dépasser le productivisme *et* le capitalisme ? quid d'un progrès humain qui associe la modernité et la distance critique à l'égard d'un progrès technique pouvant toujours être instrumentalisé à des fins étrangères au bien-être humain mais propres à satisfaire les appétits de pouvoir et de profits ? Finalement, Fitoussi et Laurent encourent le reproche qu'ils font à tort à Keynes : la croissance perpétuelle qu'ils croient possible ne peut être qu'élitiste car réservée à une fraction de l'humanité, et encore peut-être pas pour longtemps.